

Recension - L'instrumentalisation des universités : le cas d'Israël

vendredi 28 juin 2024, par [PRINCIPE Michael](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juin 2024).

Recension de *Towers of Ivory and Steel* :

***How Israeli Universities Deny Palestinian Freedom* (Tours d'ivoire et d'acier : Comment les universités israéliennes entravent la liberté des Palestiniens)**

Par Maya Wind

Verso, 2024, 278 pages, 29.95 broché

Sommaire

- [Au service du colonialisme \(...\)](#)
- [Innovation" juridique et \(...\)](#)
- [Construit sur des ruines](#)
- [Répression et dévoilement](#)
- [Obstacles devant l'éducation](#)
- [Élargir la perspective](#)

LES DOUZE universités de Gaza sont aujourd'hui en ruines, détruites au cours des 100 premiers jours de la campagne militaire israélienne. Selon un rapport des Nations unies, en avril, Israël avait tué des milliers d'étudiants et d'enseignants, ainsi que 95 professeurs d'université.

Ces chiffres sont sans aucun doute plus élevés à l'heure actuelle. Les auteurs du rapport ajoutent que « l'on peut raisonnablement se demander s'il n'y a pas une volonté délibérée de détruire complètement le système éducatif palestinien, une entreprise connue sous le nom de 'scolasticide' ».

Dans le même temps, sur les campus universitaires des États-Unis et du monde entier, les manifestations et les campements organisés par les étudiants qui appellent à mettre fin aux investissements et à l'aide à Israël et à créer une Palestine libre se sont heurtés à la répression et à la violence de la part des autorités administratives ainsi que des services de police des villes et des États.

Le livre exceptionnel de Maya Wind est paru en janvier 2024 et a été écrit avant les événements récents et en cours. En tant que lectrice et lecteur, on a presque constamment l'impression d'une distorsion temporelle. Le livre se lit comme s'il avait été écrit dans l'instant, comme pour expliquer pourquoi et comment ce qui a trait à l'éducation des Palestiniens et à la sensibilisation aux luttes de libération palestiniennes allait être attaqué.

Wind est une citoyenne juive israélienne, actuellement titulaire d'une bourse postdoctorale Killam au département d'anthropologie de l'université de Colombie-Britannique, au Canada. Sa citoyenneté israélienne lui a permis d'accéder à des archives de l'État et de l'armée israélienne qui n'auraient pas été accessibles à d'autres personnes.

On peut présumer qu'après la publication de ce livre, on ne lui accordera plus ce droit d'accès à

l'avenir. Les preuves qu'elle rassemble pour chacune de ses affirmations sont incontestables et accablantes pour les établissements d'enseignement prétendument « libéraux » d'Israël.

Au service du colonialisme de peuplement

Wind montre comment les universités israéliennes ont joué un rôle central dans le projet sioniste de colonisation depuis le début. Trois institutions, depuis la création de l'Université hébraïque en 1918, ont été conçues pour promouvoir les objectifs territoriaux du mouvement sioniste bien avant la création de l'État d'Israël.

Par ailleurs, avant la guerre de 1948, la principale milice sioniste a créé un corps de scientifiques chargé de renforcer les moyens militaires nécessaires à l'expulsion massive des Palestiniens. Chaque université a hébergé et soutenu ce programme, servant de terrain d'entraînement militaire et stockant des armes dans les bâtiments universitaires.

Wind explique en détail comment les universités israéliennes continuent à « soutenir le colonialisme israélien, l'occupation militaire et l'apartheid... » et à se rendre complices « de la violation permanente des droits des Palestiniens reconnus par le droit international » (16). (16) Elle y parvient à la fois en racontant en détail des épisodes troublants et révélateurs, et en accumulant un grand nombre de preuves factuelles.

Le livre est divisé en deux parties, « Complicité » et « Répression ». La première partie décrit comment la structuration des disciplines universitaires, y compris l'archéologie, les études sur le Moyen-Orient et le droit, sert explicitement les objectifs sionistes.

Sous l'impulsion de l'Université hébraïque, l'archéologie israélienne est passée à la vitesse supérieure en 1967, immédiatement après l'occupation par Israël du territoire palestinien. Il existe aujourd'hui plus de 2 600 sites antiques en Cisjordanie occupée, supervisés par l'État et gérés par des archéologues universitaires.

Wind montre comment le développement de ces sites est allé de pair avec l'occupation militaire et l'expansion des colonies. Ces sites sont souvent gérés par des organisations de colons juifs qui confisquent régulièrement des terres palestiniennes et aménagent même parfois des parcs où les touristes peuvent découvrir l'histoire juive de la région.

Wind cite de nombreuses preuves qui montrent que cette histoire est le résultat d'une mauvaise archéologie, les traces de la présence musulmane et arabe dans la région ayant été détruites ou n'ayant pas été répertoriées. En outre, elle fait état du vol à grande échelle d'objets appartenant à des Palestiniens, en violation du droit international.

Il en est ainsi des célèbres manuscrits de la mer Morte, qui étaient conservés au musée archéologique de Palestine à Jérusalem-Est jusqu'en 1967, date à laquelle l'armée israélienne a pris le contrôle du musée.

Les archéologues Israéliens continuent de travailler sur des fouilles dans les grottes de Qumran où les rouleaux ont été découverts en 1947 dans ce qui est aujourd'hui la Cisjordanie occupée, s'appropriant, étudiant et exposant des rouleaux supplémentaires. Alors que la plupart des revues internationales refusent de publier des recherches basées sur des fouilles illégales, les instances universitaires israéliennes ont mis en place leur propre système de recherche et de publication en vase clos.

Innovation" juridique et orientalisme

Dans le domaine des sciences juridiques, Wind montre comment Israël a été un « innovateur » en matière de droit international. Elle rapporte ainsi qu'Israël, afin de « contourner les cadres juridiques existants, [...] a fait valoir qu'il était engagé dans ce qu'il définissait comme un »conflit armé sans guerre« , nécessitant un nouveau cadre conceptuel en dépassant la distinction traditionnelle entre combattants et non-combattants pour créer une troisième catégorie : »les personnes qui semblent être des non-combattants mais qui peuvent potentiellement interférer avec les opérations militaires israéliennes - en référence aux civils palestiniens." (35-6)

Dans ce contexte, le philosophe Asa Kashar a travaillé avec le major général Amos Yadlon pour produire un code d'éthique pour les FDI légitimant, entre autres, les meurtres disproportionnés et les assassinats ciblés. Les universitaires israéliens ont réussi à promouvoir ces idées au niveau international où, comme d'autres tactiques de police urbaine, elles ont été reprises par les États-Unis et d'autres pays.

Alors que les programmes d'études sur le Moyen-Orient sont courants dans les grandes universités, Wind montre comment en Israël ces programmes , parmi les premiers à avoir été établis dans les universités israéliennes, ont été imbriqués dans les intérêts de l'État et dans les pratiques militaires et de surveillance. Elle rapporte que « cette catégorie de compétence est appelée Mizrahanut (orientalisme, traduction littérale) » et s'intéresse à ce que l'État appelle « l'autre côté ». (44)

Depuis le début, de nombreuses personnes impliquées dans ces études universitaires sur « l'autre » occupaient également des postes dans les milieux de la sécurité. Le Centre Dayan, rattaché à l'Université de Tel Aviv, est l'un des établissements de ce type. Wind rapporte qu'il produit des rapports, des revues et des livres qui « promeuvent des clichés racialisés sur le »djihad« et ce qu'ils appellent couramment une »culture du culte de la mort« dans les sociétés arabes et musulmanes... ».

Wind cite de nombreux exemples, par exemple le professeur en études du Moyen-Orient de l'université Bar-Ilan et ancien lieutenant-colonel Mordechai Keidar qui, à la radio israélienne, a affirmé que l'on ne peut faire reculer un terroriste palestinien que par la menace de viol de sa sœur ou de sa mère." (48)

Pire encore, l'enseignement de l'arabe comme « langue étrangère » est tout aussi militarisé, avec des cours cinçus pour l'armée. Selon Wind, avec seulement trois pour cent des Israéliens juifs parlant l'arabe (50), la langue et son étude dans le cadre universitaire sont en fait un outil de l'État sécuritaire.

Construit sur des ruines

Wind montre de manière convaincante que les universités israéliennes « ont été pensées comme des avant-postes stratégiques régionaux pour le projet territorial et démographique de l'État israélien. » (59) Le campus de l'Université hébraïque de Jérusalem-Ouest, par exemple, a été construit sur les ruines d'un village palestinien détruit en 1948, bien que la description officielle de l'institution indique qu'il a été construit sur une « colline rocheuse et déserte ». (63)

L'université a reçu des fonds publics pour recruter des bibliothécaires professionnels qui ont accompagné les soldats pour récupérer des livres dans les bibliothèques palestiniennes et chez les particuliers, amassant ainsi 30 000 livres pendant la guerre. Au début des années 1950, 40 000

autres livres ont été collectés, mais plus de 26 000 ont été détruits, jugés « inappropriés » parce qu'ils présentaient un « contenu hostile à l'État ». (64)

Pire encore, selon Wind, certains livres ont été revendus à des écoles palestiniennes. De nombreuses familles palestiniennes ont depuis cherché à récupérer leurs livres, même si leurs noms avaient été intentionnellement effacés et leurs efforts sont restés vains.

Après l'occupation par Israël de Jérusalem-Est en 1967, le campus de l'Université hébraïque du Mont Scopus qui s'y trouve a été rapidement agrandi à une échelle monumentale, avec une grande tour dominant la ligne d'horizon pour signifier, selon les termes de son principal architecte : « Je suis ici, et vous ne pouvez pas m'en retirer ». (66) Les propriétés palestiniennes de la zone continuent d'être saisies, les maisons démolies et les résidents contrôlés par la police.

Wind fait état de situations similaires ailleurs en Israël, et à l'université Ariel en Cisjordanie occupée, où

« les étudiants reçoivent également des bonifications académiques s'ils acceptent de participer à la surveillance des colonies de peuplement illégales. » (83)

Les universités israéliennes proposent plus de cinquante programmes d'études conçus conjointement avec l'appareil militaire et de sécurité. Wind montre que la propagande, ou ce que l'on appelle en Israël la hasbara, occupe une place de choix dans ces institutions. L'Université de Haïfa abrite le Centre interdisciplinaire Comper pour l'étude de l'antisémitisme et du racisme, qui accorde des gratifications universitaires et des bourses pour la recherche dans la lutte contre le BDS et le boycott universitaire d'Israël.

La recherche scientifique et technologique dans les établissements israéliens, comme le montre Wind, est presque entièrement intégrée à l'armée et aux services de renseignement. L'Université hébraïque gère deux programmes diplômants qui alimentent largement le corps de renseignement israélien, en particulier l'unité 8200 qui surveille étroitement la population palestinienne et est « responsable de la collecte de toutes les données transmises par les services de renseignement, y compris les appels téléphoniques, les textos et les courriels. »

Ces informations (problèmes financiers, orientation sexuelle, traitement médical nécessaire à un proche, etc.) sont utilisées pour forcer les Palestiniens à collaborer avec l'armée. Comme l'a rapporté un soldat israélien lanceur d'alerte, « Si vous avez besoin d'un traitement médical urgent en Israël, en Cisjordanie ou à l'étranger - on vous attendait. L'État d'Israël vous laissera mourir plutôt que de vous laisser partir pour un traitement médical sans donner d'informations sur votre cousin recherché. » (104)

Répression et dévoilement

La deuxième partie, « Répression », commence par une analyse approfondie du contrôle et de la censure de la recherche et de l'enseignement dans les universités israéliennes, des pratiques qui ont toujours existé mais qui se sont intensifiées ces derniers temps.

Wind rapporte qu'à la suite de la déclassification de nombreux documents gouvernementaux en 1978, plusieurs chercheurs, surnommés les « nouveaux historiens », dont l'universitaire de renommée internationale Ilan Pappé, ont remis en question l'histoire officielle de la fondation de l'État d'Israël.

Wind relate lcomment ces travaux ont été accueillis, l'ampleur de hostilité à laquelle ils se sont heurtés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université, ce qui a conduit à la reclassification de ces documents. Les uns après les autres, les universitaires critiques ont quitté les universités israéliennes ou, dans certains cas, ont décidé de rentrer dans le rang.

Pappe lui-même a rejoint l'université d'Exeter en 2006. *[son témoignage sur le renforcement de la répression et de la réaction à l'université de Haïfa est présenté dans son livre « Out of the Frame. The Struggle for Academic Freedom in Israel » - éd.]*

L'actualité du livre de Wind se vérifie à nouveau dans la continuité des mesures d'intimidation à l'encontre de ceux qui tentent de dire la vérité sur Israël, comme en témoigne la détention et l'interrogatoire d'Ilan Pappé par des agents fédéraux américains en mai dernier lors de son arrivée à Détroit.

Comme le rapporte Wind, « la liste des sujets auxquels on ne peut pas toucher dans les universités israéliennes n'a fait que s'allonger avec la montée de l'influence et du pouvoir politique de l'extrême droite au cours des deux dernières décennies. Plus récemment, presque toute critique de l'armée ou des soldats israéliens est devenue taboue sur les campus israéliens. » (118)

En 2018, l'essentiel de ces façons de faire a été codifié dans un code d'éthique universitaire auquel a contribué le philosophe Asa Kashar (auteur du code d'éthique de l'armée israélienne). Pour l'essentiel, la « politique » est bannie des salles de classe. Par « politique », on entend ici tout ce qui pourrait être interprété comme allant à l'encontre du discours officiel de l'État sioniste.

Le groupe ultra-sioniste Im Tirtzu compte un grand nombre d'étudiants sur tous les campus israéliens et joue un rôle de surveillance et de gendarme au sein de la communauté universitaire. L'Université hébraïque accorde même des bonifications aux étudiants qui se joignent à ce groupe. (129)

Obstacles devant l'éducation

Les étudiants palestiniens se heurtent à de nombreux obstacles. Depuis sa création, la question du cursus de formation des Palestiniens a été un problème pour l'État israélien. Wind raconte comment des discussions ont eu lieu régulièrement entre les responsables de l'État et les représentants du système éducatif sur la question de savoir si une éducation « correcte » des Palestiniens pouvait être un moyen de les contrôler ou si le risque n'était pas de former des extrémistes instruits.

En tout état de cause, le nombre de Palestiniens admis dans les universités a toujours été limité. La proposition faite par Shmuel Toledano, alors conseiller du Premier ministre pour les affaires arabes, lors d'une conférence en 1968, est révélatrice : il y préconisait de donner une éducation aux Palestiniens, en particulier aux femmes, au motif que cela réduirait le taux de natalité palestinien, « la question démographique » étant celle à laquelle il fallait donner la priorité. (149)

Les étudiants palestiniens qui parviennent à entrer à l'université font l'objet d'un contrôle sévère sur des campus dont l'identité est entièrement juive. Les organisations étudiantes sont régulièrement interdites, les étudiants suspendus et les événements organisés par les étudiants palestiniens annulés et qualifiés de « menaces pour la sécurité ».

Lorsque des étudiants de l'université Ben Gourion ont souhaité organiser une action de protestation contre l'assassinat de la journaliste américano-palestinienne Shireen Abu-Akleh en Cisjordanie, l'administration a d'abord donné l'autorisation de la tenir dans une salle de classe fermée. (160) On

ne peut s'empêcher de penser ici au récent témoignage devant le Congrès du président de l'université de Columbia, Minouche Shafik, -défendant le point de vue « équilibré » selon lequel les manifestants étudiants de Columbia qui voulaient scander « De la rivière à la mer... » devraient le faire dans un endroit où les gens ne seraient pas obligés de les entendre.

Dans les territoires occupés, l'enseignement supérieur a été confronté à des restrictions et à des remises en cause spécifiques. Avant 1967, les étudiants de ces régions pouvaient rejoindre les universités du Moyen-Orient, de l'Union soviétique, des États-Unis ou d'ailleurs. L'occupation militaire ayant restreint ces déplacements, les Palestiniens ont dû créer leur propre système d'enseignement supérieur.

Wind montre, au cas par cas, comment, dès la création des universités palestiniennes, chaque institution a été perçue comme un lieu potentiel de résistance palestinienne et donc surveillée, attaquée et bombardée.

La destruction actuelle des universités à Gaza s'inscrit dans la continuité de cette pratique. Wind écrit :

« Lors des offensives menées contre la bande de Gaza, l'armée israélienne a pris pour cible à plusieurs reprises les universités et les établissements d'enseignement supérieur palestiniens lors de frappes aériennes et terrestres, tuant et blessant des étudiants, des professeurs et des membres du personnel. Les frappes détruisent continuellement les infrastructures des campus, qui sont reconstruites et à nouveau ravagées. » (176)

Là encore, l'auteur fournit tant d'exemples sur une si longue période qu'elle fait plus que prouver ce qu'elle avance : « L'éducation des Palestiniens étant considérée comme une menace pour le pouvoir israélien, les universités palestiniennes sont définies comme des cibles militaires. » (178)

Les groupes d'étudiants palestiniens sont régulièrement qualifiés d'organisations terroristes et leurs dirigeants arrêtés. Là encore, Wind donne des détails sur de nombreux cas. En décembre 2019, la présidente du conseil étudiant de l'université de Birzeit, Shatha Hassan, a été arrêtée au milieu de la nuit et détenue pendant cinq mois sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elle.

Dans un autre cas, en janvier 2022, un raid militaire mené contre une réunion du conseil étudiant a conduit à l'arrestation de cinq personnes +dont l'une a été blessée par des balles réelles(187). (187) La liste continue. Mais comme le souligne Wind, il en va de même pour la lutte courageuse des étudiants palestiniens, même face à la violence, à la détention et à la torture.

L'auteur conclut qu'une évaluation du rôle joué par les universités israéliennes dans l'oppression des Palestiniens est « plus qu'urgente. » Après l'attaque brutale et génocidaire d'Israël contre Gaza, il faut espérer que la pression internationale s'accroîtra pour imposer cet examen.

Élargir la perspective

Si Wind a pleinement réussi à montrer « Comment les universités israéliennes entravent la liberté des Palestiniens », le livre achevé dépasse le cadre de ses propres objectifs. Dans son bref épilogue et dans une postface de Robin D. G. Kelley, l'analyse est élargie et prend une portée universelle.

Dépasant le cadre d'Israël, Wind rapporte que sur trois continents, les États colonisateurs anglo-saxons ont fondé des établissements d'enseignement supérieur en s'appropriant 15 millions d'hectares de terres indigènes :

« Ces États colonisateurs ont utilisé ces terres pour construire ou financer leurs établissements d'enseignement supérieur, les universités bénéficiaires de subventions foncières, que les peuples indigènes ont qualifiées d' »universités d'accaparement des terres« . » (194)

Aux États-Unis aujourd'hui, bien entendu, même de petits mouvements au sein de l'université qui chercheraient à regarder en face cet héritage nourriraient l'offensive actuelle de la droite contre le système éducatif. La postface de Kelly est consacrée à ces attaques récentes, à la fois de manière plus générale et plus spécifiquement en relation avec la question palestinienne.

Wind écrit que le milieu universitaire israélien a majoritairement, lorsqu'il n'est pas un défenseur actif des orientations de l'État, choisi de ne rien dire d'elles ; Kelly en dit de même des libéraux aux États-Unis. Il écrit que « le silence des libéraux, et pas seulement celui du lobby sioniste » explique comment les États ont adopté des lois qui diabolisent le BDS et la critique d'Israël en les accusant d'antisémitisme.

Kelly souligne qu'une bonne part des leçons que nous pouvons tirer du livre de Wind est que les collèges et les universités sont partout des enjeux importants de pouvoir et de lutte. Les États et les classes dirigeantes en sont pleinement conscients. En ce moment, les étudiants prennent conscience de leur pouvoir et tentent de faire suffisamment de bruit pour perturber le silence des libéraux. On ne peut qu'espérer que les mouvements de contestation actuels sur les campus se poursuivront et se prolongeront par d'autres engagements politiques et d'autres radicalisations.

Michael Principe

P.-S.

- Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde avec l'aide de DeepLpro.

Source Against the Current :

<https://againstthecurrent.org/universities-weaponized-the-case-of-israel/>

- Cette recension paraîtra dans le numéro de septembre/octobre d'*Against the Current*.
- Michael Principe est professeur de philosophie à la Middle Tennessee State University et membre actif de l'United Campus Workers-Communication Workers of America (Local 3865). Il est membre de la branche de Solidarity du Middle Tennessee.